

Les syndicalistes réclament une transition climatique. Même si elle implique des pertes d'emplois dans les industries polluantes. Car d'autres postes doivent être créés

La mue verte des syndicats

GUSTAVO KUHN

Transition ▶ Les syndicats se mobilisent fortement lors de cette Grève pour l'avenir. Pourtant, le point 9 du manifeste affirme que «le tournant écologique implique le démantèlement des industries et services polluants», et donc d'importantes pertes d'emplois. «Les organisations de défense des travailleurs et des travailleuses ont effectué un changement de paradigme ces dernières années, explique Manuela Cattani, du SIT, à Genève. Elles ont été amenées à s'interroger sur la croissance et ont dû accepter le fait que la transition climatique entraînera des baisses d'activité dans certains domaines, voire la disparition de secteurs entiers.»

Les syndicats n'en réclament pas moins une transition industrielle verte et, pour cela, une forte action publique afin de créer de nouveaux emplois nécessaires à un changement de modèle. «Selon les calculs de l'Organisation internationale du travail (OIT), la transition est une opportunité pour créer des millions d'emplois», assure Manuela Cattani.

Une évolution relativement nouvelle. «Pendant longtemps, les syndicats se sont concentrés sur la défense des travailleurs et des travailleuses et de l'outil industriel, poursuit la coprésidente du SIT. Mais, ces dernières années, les mobilisations pour le climat ont introduit un troisième paramètre: les ressources naturelles.» Finalement, le lien s'est fait assez facilement, poursuit-elle. «Car ce sont les mêmes qui tirent des profits indécents en exploitant sans limite la planète et les travailleurs et les travailleuses.» Pour Nadine Frei, d'Unia, l'engagement écologiste des syndicats représente une continuité. «Les changements climatiques, notamment les canicules et l'augmentation des



A Genève, l'un des secteurs polluants en ligne de mire est l'aéroport de Cointrin. Les syndicats ne s'opposent pas à une baisse du trafic aérien mais ils demandent des programmes de reconversion financés par l'Etat et les employeurs. JPDS

«Outre la transition écologique, d'autres évolutions sociétales requièrent la création de postes de travail» Manuela Cattani

intempéries, impactent fortement les travailleurs et les travailleuses. La lutte pour le climat s'inscrit ainsi dans leur défense.»

Reconversions

Reste que «des domaines d'activité ne sont pas compatibles avec

la transition. Notamment les secteurs des énergies fossiles, du transport aérien et par la route, ou encore de la construction de bâtiments neufs», constate Manuela Cattani. «Mais la transition ne doit pas se faire sur le dos du personnel. C'est pour cela que nous réclamons des programmes de reconversion financés par l'Etat et les employeurs», affirme Nadine Frei.

Au bout du Léman, l'un des secteurs polluants en ligne de mire est Cointrin. Au SSP Aéroport, on ne s'oppose pas à une baisse du trafic aérien. «Mais celle-ci doit être accompagnée de vraies reconversions pour les employé-es, réclame Jamshid Pouranpir. Il faut compenser par une augmentation du rail et des transports publics routiers.» Pour le syndicaliste, un grand nombre de salarié-es de Cointrin peuvent aisément être in-

corporés dans d'autres secteurs. Des chauffeurs de bus de la plateforme aéroportuaire, qui étaient à l'arrêt cette année, ont par exemple prêté main-forte aux TPG. Jamshid Pouranpir explique aussi qu'une partie des mécaniciens d'entretien des avions ont à la base une formation sur des vélos ou des motos. Ils peuvent donc tout à fait être réintégrés dans le développement du rail, des transports publics ou de la mobilité douce. «Les 2000 agent-es de sécurité privée de l'aéroport pourraient rejoindre les forces publiques s'il y avait une décision politique en ce sens, poursuit-il. Quant au personnel d'accueil, il pratique de nombreuses langues et est polyvalent et flexible.»

Manuela Cattani demande aussi des gestes forts de l'Etat pour créer des emplois. La coprésidente du SIT observe par

exemple que le secteur de la construction dépend notamment de l'industrie du ciment, extrêmement polluante. Celui-ci devra donc baisser son volume d'activité. «Mais un grand plan de rénovation des bâtiments doit être lancé pour réduire la déperdition thermique, et cela demandera de nombreux chantiers qui vont créer des emplois de niveaux de qualification très divers, affirme-t-elle. C'est la même chose pour les énergies renouvelables.»

Evolutions sociétales

Pour la syndicaliste, le développement de l'industrie circulaire, notamment le marché de la réparation, possède aussi un intéressant potentiel de nouveaux emplois. Outre la transition écologique, d'autres évolutions sociétales requièrent la création de postes de travail, assure Manuela Cattani. «Le vieillisse-

ment de la population va augmenter la demande de soins aux personnes. C'est pour encourager tout cela que la CGAS a lancé son initiative afin de créer 1000 emplois pour une sortie de crise sociale et écologique, explique-t-elle. Il est essentiel que la transition soit menée à travers d'importants investissements et de politiques publiques fortes. Le pire qu'il puisse arriver serait que ce soit le 'marché' qui décide.»

Au niveau politique aussi la question préoccupe. La députée verte Marjorie de Chastonay a ainsi, dans des textes concernant les conflits sociaux à l'aéroport, inclus la demande au Conseil d'Etat de mettre en place un «programme de reconversion professionnelle» dans des emplois plus verts. «Il faut à tout prix éviter la casse sociale, lance l'élue écologiste. Bien sûr, cela va coûter et prendre du temps. Mais, au final, il y aura un retour sur investissement.»

Et, justement, c'est l'une de ses collègues de parti, Fabienne Fischer, qui dirige depuis peu le nouveau Département genevois de l'économie et de l'emploi. Un département qui doit être «un outil de transition vers des emplois durables, stables et non délocalisables» et qui «promeut une économie responsable sur le plan social et environnemental, et accompagne celles et ceux qui s'engagent concrètement dans la mise en œuvre de cet objectif», assure la nouvelle ministre écologiste.

Le conseiller d'Etat démocrate-chrétien chargé des Infrastructures, Serge Dal Busco, ne s'est par contre pas montré très optimiste dans *Le Temps* de mercredi à propos de l'aéroport: «On va vers la transition écologique, mais il ne faut pas se bercer d'illusions pour autant: on ne va pas transformer les bagagistes en installateurs de pompes à chaleur et le personnel de cabine en poseurs de vitres à haute performance.» I

(Re)localiser l'économie pour engendrer un cercle vertueux

Entreprises ▶ Quelles seraient les contraintes mais aussi les bénéfices, notamment écologiques, à localiser ou relocaliser certains secteurs de notre économie? On en parle avec Sergio Rossi, professeur de macroéconomie et d'économie monétaire à l'université de Fribourg.

En France, la relocalisation de l'économie fait passablement débat. Beaucoup moins en Suisse. Nous nous sommes pourtant retrouvés l'an passé à court de masques et de gel hydroalcoolique...

Sergio Rossi: L'interruption de la chaîne de production à cause de la pandémie de Covid-19 a montré quels problèmes peuvent survenir quand les activités des entreprises en Suisse dépendent de fournisseurs situés dans le reste du monde, surtout dans des pays très éloignés. De plus en plus de consommateurs, surtout parmi les jeunes, prennent en compte l'origine des produits qu'ils achètent. Les nou-

velles générations vont amener un nombre croissant d'entreprises à réfléchir à nouveau à leur stratégie de localisation, afin de ne pas perdre une partie importante de leur clientèle. Cela permettra aussi de faire augmenter les salaires d'un nombre considérable de personnes qui travaillent en Suisse, si les entreprises dans ce pays comprennent qu'elles gagnent sur le marché des produits ce qu'elles dépensent sur le marché du travail.

Dans une perspective écologique, quelles branches de notre économie peut-on imaginer localiser ou relocaliser en Suisse, et à quel coût?

Il serait envisageable de localiser ou relocaliser toutes les activités qui ont lieu à l'étranger uniquement pour minimiser les coûts de production. Il s'agit des activités liées à l'industrie manufacturière, c'est-à-dire la transformation de matières premières en biens de consommation, comme de la nourriture, des vêtements et des chaussures.



«Il est envisageable de relocaliser toutes les activités qui ont lieu à l'étranger uniquement pour minimiser les coûts de production»

Sergio Rossi

Mais aussi des meubles et des médicaments, y compris les masques et les ventilateurs pulmonaires que, durant les premiers mois de la pandémie, la Suisse a dû importer, alors qu'elle aurait pu les produire sur son propre territoire, à l'instar des vaccins contre le coronavirus. Les coûts d'une telle relocalisation seraient supportés par celles et ceux qui achètent ces produits.

Donc une augmentation des prix pour les consommateurs et les consommatrices suisses?

Oui, mais liée à une augmentation du niveau d'emploi et des salaires versés en Suisse, avec des effets favorables pour les travailleurs, les entreprises et l'Etat. Cette dynamique économique permettrait d'engendrer un cercle vertueux pour l'ensemble de ces parties. Les travailleurs dépenseraient sur le marché des produits ce qu'ils gagnent sur le marché du travail, les entreprises augmenteraient leurs profits nets et le secteur public encaisserait davantage

de recettes fiscales, tout en diminuant les dépenses sociales car il y aurait moins de personnes au chômage.

Selon vous, quelles mesures économiques faudrait-il prendre pour aller vers la neutralité carbone?

Il faudrait que l'ensemble des parties prenantes entame un virage écologique durable. Entendez les consommateurs et les entreprises, avec la contribution des banques qui, en l'état, rechignent beaucoup à aller dans cette direction, parce qu'elles visent toujours à réaliser des profits à très court terme, ignorant les répercussions négatives que leurs stratégies de placement comportent aussi pour leurs propres intérêts à long terme. Les autorités monétaires, donc la Banque nationale suisse, devraient donner l'exemple, en éliminant tous les actifs financiers liés à des entreprises polluantes qu'elles ont dans leur propre portefeuille, tout en exigeant que les banques fassent de même. PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTIANE PASTEUR